

Un financement pérenne pour une recherche scientifique indépendante et de qualité



Comment mener des recherches cohérentes, suivies et de qualité avec des équipes précarisées aussi bien en ressources qu'en personnels ? Comment choisir de façon indépendante nos orientations de recherche lorsque nos moyens amoindris dépendent entièrement d'agences extérieures ? Nous voulons joindre nos forces et coopérer, nous n'acceptons plus la compétition imposée par les systèmes d'appel à projets à l'évaluation toujours plus technocratique, infantilisants, vides de sens et chronophages.

La carence en crédits récurrents a induit une mutation de la recherche, qui ne fonctionne plus maintenant que sur le mode de projets pluriannuels obtenus à condition de répondre à des appels d'offres de plus en plus concurrentiels. Ces dispositifs, appliqués à la recherche comme à l'enseignement, contraignent les personnels, y compris et surtout ceux dont le métier est censé être l'enseignement ou la recherche, à passer de plus en plus de temps à déposer une quantité croissante de projets à un millefeuille de guichets. Que ce soit via l'Agence nationale de la recherche (ANR), l'Europe ou les régions, cette politique de financement sur appels à projets ne nous permet plus de travailler sur le long terme, comme le nécessite la recherche scientifique, et constitue une fabrique à précaires. Par ailleurs, cette politique sert à orienter les financements publics vers une recherche marchande, au service d'intérêts économiques à court terme. Elle a en outre l'effet pervers d'instiller le doute, chez les citoyens, quant à notre indépendance. A terme, c'est la parole scientifique qui est en danger, alors même que le besoin d'une science indépendante des lobbys n'a jamais été aussi urgent dans le contexte des crises écologiques, économiques et alimentaires que nous vivons.

Cette recherche en mode « tout projet » est aussi un formidable gâchis : le temps passé par un chercheur en rédaction de projets et en travail administratif coûte à l'État cinquante centimes par euro obtenu ... Dans ce nouveau paysage du système public d'enseignement supérieur et de recherche, où chaque collectif doit survivre dans une compétition de plus en plus féroce, toutes les catégories de personnels sont sous pression. La souffrance au travail s'installe durablement partout. Les congés de maladie et les « burn-out » se multiplient et nos collègues en situation précaire n'ont plus de perspectives.

Il est urgent de changer ce mode de financement et de redonner aux équipes de recherche les moyens de travailler sur le long terme. Nous demandons à ce que chaque unité et laboratoire puisse bénéficier d'une dotation de base universelle significative fondée sur le nombre d'équivalents temps-plein y travaillant (titulaires de tous niveaux et doctorant-e-s) de recherche, auquel se rajouterait une partie modulable qui dépendrait de la discipline ou du domaine de recherche.

Des conseils scientifiques nationaux se sont prononcés pour qu'un tel soutien récurrent redevienne la base essentielle du financement de la recherche. Les ressources financières existent pour cela. Le budget octroyé en 2018 à l'ANR s'élève à 743 M€. Le Crédit impôt-recherche, dont l'inefficacité est largement démontrée - ne serait-ce que parce que les dépenses en R&D des entreprises n'ont pas augmenté - coûte 5,8 G€ par an au budget de l'État et, pour sa plus grande partie, ne profite qu'aux actionnaires des grandes entreprises, notamment de services. Réattribuer ces fonds directement à la recherche et à l'enseignement supérieur publics permettrait de résorber la précarité et fournirait suffisamment de moyens récurrents pour que les universités puissent satisfaire à leur mission et pour que les chercheurs puissent chercher autre chose que des crédits.

Les soussignés se prononcent donc pour la suppression des PIAs, de l'ANR et du CIR. Ils demandent la restitution des fonds correspondants aux EPSTs et aux universités afin qu'établissements et laboratoires puissent, en toute transparence, bénéficier des crédits pérennes et des emplois de titulaires nécessaires à l'accomplissement de leurs missions.

A l'initiative des syndicats : CGT-INRA, SNTRS-CGT, FERC-Sup-CGT, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SUD Recherche EPST, SUD Education, et SNPRES-FO

[Signature en ligne](#)

